



HAL
open science

Le Caire, 2011. Plongée ethnographique au coeur des lijân sha'abeya (comités populaires)

Perrine Lachenal

► **To cite this version:**

Perrine Lachenal. Le Caire, 2011. Plongée ethnographique au coeur des lijân sha'abeya (comités populaires). L'Année du Maghreb, 2012, 8, pp.193-206. 10.4000/anneemaghreb.1462 . halshs-03689974

HAL Id: halshs-03689974

<https://shs.hal.science/halshs-03689974>

Submitted on 7 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

dépendance, les élections de 2010 ont ainsi mis les Frères dans une situation très proche de celle des partis cooptés, ce qui expliquerait la similarité des positions prises par ces différentes organisations au cours de la révolution.

Bibliographie

- ABDUL RAHMAN Amr, 2007, « The Opposition Parties Crisis or the Crisis of Liberal Democracy », in KLAUS Enrique et HASSABO Chaymaa (dir.), *Chroniques égyptiennes 2006*, Le Caire, Éditions du Cedej, p. 143-174.
- AL-'IZBĀWĪ Yusrī, 2011, « Muwaqif Al-Ikhwān al-muslimīn wal-qūwā al-siyāsiya al-mahjūba 'an al-shar'īya » (« La position des Frères musulmans et des forces politiques non-reconnues par la loi »), in RABĪ 'Amrū Hāshim (dir.), *Tbaūra 25 yanāir. Qirā'a aūliya wa-ru'ya mustaqbaliya (La révolution du 25 janvier. Une première lecture et une prospective)*, 3^e éd., Le Caire, Éditions du Centre d'études politiques et stratégiques de *Al-Abrām*, mai 2011, p. 37-61.
- AL-A'SUR Hānī, 2011, « Muwaqif al-ahzāb al-siyāsiya » (« La position des partis politiques »), in RABĪ 'AMRŪ Hāshim (dir.), *op. cit.*, p. 63-78.
- BEN NEFISSA Sarah, 1998, « Les partis politiques égyptiens entre les contraintes du système politique et le renouvellement des élites », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 81-82, p. 55-87.
- CLÉMENT Françoise et al., 2011, « Le rôle des mobilisations des travailleurs et du mouvement syndical dans la chute de Moubarak », *Mouvements*, n° 66, février, p. 69-78.
- COMBES Hélène, 2009, « Pour une sociologie du multi-engagement. Réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, p. 161-188.
- DUBOC Marie, 2010, « Le 6 avril : un jour de colère sans grèves », in FARAG Iman (dir.), *Chroniques égyptiennes 2008*, Le Caire, Éditions du CEDEJ, p. 57-78.
- KASSEM May, 1999, *In the Guise of Democracy. Governance in Contemporary Egypt*, Londres, Ithaca Press.
- RABĪ 'Amrū Hāshim (dir.), 2011, *Intikbābāt majlis al-sba'ab 2010 (Les élections de 2010 à l'Assemblée du peuple)*, Le Caire, Éditions du Centre d'études politiques et stratégiques de *Al-Abrām*.
- SAWICKI Frédéric, 1997, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- SHAHĀTA Dīnā (dir.), 2010, *Aūda al-siyāsa. Al-Harakāt al-ibtijājiya al-jadīda fī Misr (Le retour de la politique. Les nouveaux mouvements contestataires en Égypte)*, Le Caire, Éditions du Centre d'études politiques et stratégiques de *Al-Abrām*.
- SHUKR 'Abd Al-Ghafār et al., 2010, *Al-Abzāb al-siyāsiya wa-azma al-ta'addudiya fī Misr (Les partis politiques et la crise de la diversité en Égypte)*, Le Caire, Éditions du Centre de recherches arabes et africaines.
- VAIREL Frédéric, 2006, « Quand "Assez !" ne suffit plus : quelques remarques sur Kifāya et autres mobilisations égyptiennes », in KOHSTALL Florian (dir.), *L'Égypte dans l'année 2005*, Le Caire, Éditions du CEDEJ, p. 109-136.

Le Caire, 2011 Plongée ethnographique au cœur des *lijān sha'abeya* (comités populaires)

Perrine Lachenal*

La place Tahrir s'est imposée comme le symbole de la révolution égyptienne¹ : place conquise et défendue, elle a été (et demeure) la scène de mobilisations inédites, de célébrations festives et de graves violences. L'image de cette place orne les t-shirts et les autres objets « révolutionnaires » qui se vendent depuis quelques mois sur les trottoirs de la ville du Caire. L'expression « j'ai été sur la place » (*ānā kount fī el-mīdān*) signifie avoir participé à la révolution, on parle même d'un « esprit Tahrir » pour évoquer ce qu'a déjà changé cette période révolutionnaire.

Il serait pourtant injuste, pour dire l'histoire de la révolution égyptienne, de ne pas parler du reste de la ville du Caire qui, certes plus discrètement, a aussi offert des scènes de mobilisations singulières. La ville entière a été traversée par des dynamiques nouvelles qui ont par exemple, donné naissance aux « comités populaires ». Aux premiers jours de la révolution, les habitants du Caire doivent se confronter au départ de la police et à l'indisponibilité de l'armée. Loin de l'hyper-centre de la révolution, dans la familiarité des quartiers et l'intimité des maisons, ils s'organisent pour faire face à l'insécurité. Le caractère orchestré de cette insécurité est désormais révélé : il importait aux partisans du régime d'Hosni Moubarak d'alimenter un certain chaos permettant à la fois de décrédibiliser le mouvement révolutionnaire et de justifier un retour à un ordre fort. Abandonnés face aux risques – réels et fantasmés – de pillages et de violence, les habitants se mobilisent et montent rapidement les premières barricades. En quelques heures, des centaines de comités populaires, ou *lijān sha'abeya*, voient le jour à travers le Caire offrant des exemples inédits d'organisations civiles, improvisées, vouées à la sécurité et au maintien de l'ordre.

* Doctorante au sein de l'IDEMEC (UMR 7307/MMSH/Aix-en-Provence), Perrine Lachenal travaille sous la direction de Sébastien Darbon sur la pratique de la self-défense féminine au Caire. Elle a consacré son dernier séjour en Égypte, accueillie au sein du CEDEJ, à l'étude des stratégies de défense, personnelle et collective, mises en place durant la révolution.

1. J'emploie ici, et dans l'intégralité de cet article, l'expression « révolution égyptienne » qu'il serait par ailleurs important d'interroger. Ce choix est motivé par ma volonté de m'exprimer avec les mots utilisés, par moi et par mes interlocuteurs, sur mon terrain.

Ces comités populaires font partie intégrante du récit de la révolution. En témoigne par exemple le film *18 jours*, réalisé au lendemain du départ d'Hosni Moubarak par différents réalisateurs égyptiens, qui rassemble des courts métrages portant sur les premières journées révolutionnaires et dans lesquels s'imposent, en premier ou en arrière-plan, ces *lijân sha'abeya*. Outre cet exemple et différents articles publiés sur Internet, acteur incontournable de la révolution égyptienne, ce sont surtout des témoignages oraux qui constituent la matière même de mes propos : des hommes et des femmes, habitants et habitantes du Caire, qui m'ont raconté leurs histoires des *lijân sha'abeya*².

Il s'agit, dans la première partie de cet article, de donner à voir les comités populaires : à travers le récit de leur naissance et celui de leur progressive organisation qui révélera une dimension paramilitaire évidente. L'analyse des discours portant sur les *lijân sha'abeya* nous invite par la suite à suivre deux pistes, toutes deux liées à des représentations spatiales particulières. La première, articulant le dedans au dehors, c'est-à-dire le « nous » et les autres, aboutira à l'étude des dynamiques d'appartenances à l'œuvre dans les *lijân sha'abeya*. La seconde, articulant le bas et le haut, c'est-à-dire le lieu des hommes et le lieu des femmes, conduira à questionner la dimension sexuée de ces comités populaires.

L'histoire des *lijân sha'abeya*

« On a réussi comme par intuition. Les gens ont réagi comme s'ils avaient été préparés avant alors qu'ils ne l'étaient pas ! Tout le monde était ensemble sans chef, et ça c'était nouveau ! C'était très représentatif de la révolution : un mouvement spontané mais organisé, massif mais intelligent. Sans personne à sa tête. » William, 29 ans, quartier de Zamalek.

Les propos que j'ai recueillis sont tous marqués par cette fascination devant la manière dont se sont montées les premières barricades et dont ont pris naissance, dans les différents quartiers du Caire, les comités populaires. Chacun et chacune me racontent les premières heures de cette mobilisation, rassurante et prometteuse, puis la progressive organisation de celle-ci qui, au fil du temps, revêt un net caractère paramilitaire.

« En quelques heures » : une naissance singulière

La presse relate que des milliers de comités populaires ont fleuri à travers toute la ville du Caire, sans ordre et sans concertation, comme « spontanément », pour faire face au constat d'insécurité. Ils se sont organisés rapidement, « intuitivement »³. Il semble important pour commencer, de donner à voir la dynamique qui a fait naître les *lijân sha'abeya*.

2. Les récits que j'ai collectés traitent seulement de quelques quartiers du Caire, la plupart assez favorisés, mais le phénomène des comités populaires a bien concerné l'intégralité de la capitale.

3. Articles de presse : Abed Mohamed, « À Zamalek, la bourgeoisie du Caire défend ses biens et prend ses distances avec le régime », *Le Monde*, 30 janvier 2011 et Elmesdah Mohamed,

Il est difficile d'identifier avec précision le lieu de naissance des comités populaires. Il semble que l'idée se soit répandue à travers la ville de manière « sauvage » et ça et là, les premiers barrages filtrants apparaissent. À la question portant sur l'origine du phénomène, les réponses de mes interlocuteurs sont équivoques. Il semble en effet important, pour chacun des quartiers concernés, de se revendiquer comme étant le premier à avoir lancé le mouvement, l'inspiration des autres. Il n'en demeure pas moins que dès les premiers jours des manifestations de janvier 2011, partout dans le Caire, les habitants commencent à s'organiser pour se défendre.

Le 27 janvier, un constat s'impose : la police a déserté les rues et n'assure plus la sécurité de leurs habitants. L'armée non plus n'est pas présente, accaparée par la place Tahrir. Les premiers récits de violence circulent, on aurait ouvert des prisons, des malfaiteurs seraient en liberté, armés. Le couvre-feu qui par ailleurs est mis en place laisse présager aux habitants du Caire des nuits longues, offrant le champ libre au désordre et aux pillages. Le réflexe est unanime : il faut réagir. D'abord de manière désorganisée, les hommes descendent dans la rue, armés de bâtons et de couteaux. Ils se réunissent en bas des immeubles, discutent de la situation, de leur peur pour leurs familles et pour le quartier. Ils concluent sur la nécessité de s'organiser pour se défendre, et l'importance d'être nombreux pour le faire. Rapidement et par différentes voies, l'information circule. Des tracts sont distribués, des appels au mégaphone effectués. Dans la plupart des quartiers, les haut-parleurs des mosquées relaient le message inlassablement⁴. Mahmoud raconte : « Je m'en souviens par cœur du message de la mosquée, il disait que ceux qui avaient des armes devaient descendre dans les rues pour défendre les maisons et les familles ». Les télévisions et radios diffusent la même requête. Le 30 janvier, l'armée envoie à tous les portables égyptiens, *via* les différents opérateurs téléphoniques sollicités pour l'occasion, ce message : « Les forces armées appellent les hommes d'Égypte à s'opposer aux traîtres et aux criminels et à protéger nos familles, notre honneur et notre Égypte bien aimée ». Dans chaque quartier à la tombée de la nuit, répondant à ces appels, les habitants se réunissent dans la rue pour une nuit de veille.

Le principe est simple : il s'agit de dissuader les éventuels malfaiteurs par le nombre. Peu importe alors que la main ne tienne rien ou seulement un bâton de bois, il faut être nombreux pour convaincre de faire demi-tour ceux, mal intentionnés, qui voudraient pénétrer dans le quartier. Mahmoud explique : « la plus grande partie de notre action se jouait sur le terrain psychologique et ça marchait ! ». Les hommes passent les premières nuits dehors, debout, discutant inlassablement des possibles améliorations de leur organisation naissante. Il apparaît rapidement, par exemple, qu'il n'est pas tenable pour une personne, ni souhaitable pour l'efficacité de la défense, de ne pas dormir de la nuit et c'est ainsi qu'émergera l'idée des tours de garde. Progressivement, l'improvisation cède sa place à une organisation réfléchie : le fonctionnement des *lijân sha'abeya* se précise.

« In a lawless Cairo, neighborhood patrols protect residential areas », *Al-Masry Al-Youm*, 30 janvier 2011.

4. Article de presse: Mossalam Alia, « Egypt: a report on the emergence and role of popular committees », *Al-Masry Al-Youm*, 18 juin 2011.

Tour de garde, armes et mots de passe : un mode de fonctionnement paramilitaire

L'expression *lijân sha'abeya* peut se traduire littéralement par « comités populaires ». Ces termes sont fréquemment employés dans la presse, ils évoquent la dimension citoyenne et autonome du phénomène. Mais d'autres termes sont aussi employés, qui font référence à un autre aspect, tout aussi important, des *lijân sha'abeya*. On trouve ainsi les mots « patrouilles » - « patrouilles de voisinage » ou « patrouilles civiles » - ou bien « milices »⁵. Le terme « vigiles » est également usité pour qualifier ces habitants qui construisent des « check-point », sur les « lignes de front »⁶. Ce lexique, ainsi mis à jour, révèle la dimension martiale et militaire du phénomène des comités populaires, également observable dans leur fonctionnement au quotidien.

L'enjeu est grand, afin d'assurer la sécurité du quartier, d'en contrôler l'accès. Ainsi des barricades sont levées pour bloquer certains axes stratégiques, comme les routes peu utilisées ou d'autres qui relient le quartier à des lieux perçus comme menaçants. Des barrages filtrants sont installés le long des axes principaux et à des endroits identifiés symboliquement comme étant l'entrée ou la sortie du quartier. La chaussée se voit réduite à une largeur ne permettant le passage qu'à un seul véhicule. De manière systématique, toute voiture souhaitant entrer dans le quartier doit s'arrêter. Les personnes en charge du barrage vérifient les papiers du chauffeur, afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'un véhicule volé, et fouillent l'intérieur de la voiture. Ces barricades et barrages se composent de grosses pierres, de ferraille, parfois de voitures ou de barrières « empruntées » devant les ambassades et les postes de police.

En plus de ces dispositifs routiers, des équipes mobiles sont constituées avec la mission de faire des rondes pour vérifier que chaque immeuble est sécurisé et que chacun est à son poste. Pour répartir les rôles et éviter que les habitants ne s'épuisent, un système de rotation est mis en place dans la plupart des quartiers. Oralement, ou parfois sur des tableaux, les hommes s'engagent à être présent dans la rue, au sein des comités populaires, sur une tranche horaire précise. Dans certains quartiers, l'organisation peut aller jusqu'à l'utilisation de talkies walkies et à l'attribution de brassards ou de mots de passe permettant aux membres des *lijân sha'abeya* de se reconnaître entre eux. Parfois également, le quartier est divisé en plusieurs sous-sections avec un responsable désigné pour chacune d'entre elles. Partout, des réunions quotidiennes ont lieu pour partager les événements du jour ou de la nuit et discuter des possibles améliorations de fonctionnement interne.

La présence des armes au sein des comités populaires est systématique mais le type d'armes utilisées est variable selon les ressources propres au quartier concerné. Les armes sont souvent simples – bouts de bois, barre de fer, couteau de cuisine – ou artisanales. Mahmoud raconte :

5. « Égypte : les milices œcuméniques », reportage de Marion Touboul, Ahmed Hassan Sami et Nicolas Henin, Arte, mardi 1er février 2011, 12h45. Elmesdah Mohamed, « In a lawless Cairo, neighborhood patrols protect residential areas », *Al-Masry Al-Youm*, 30 janvier 2011.

6. Mossalam Alia, « Egypt: a report on the emergence and role of popular committees », *Al-Masry Al-Youm*, 18 juin 2011.

« Je suis monté chez moi pour prendre une tige de métal qui était autour de ma fenêtre, et j'ai fabriqué une arme. J'ai fixé un couteau au bout de la tige, solidement, c'était un peu long mais du coup ça pouvait permettre de maintenir un gars à distance, comme une lance ».

Des cocktails Molotov sont aussi fabriqués au cours d'ateliers ». Sara, 25 ans, m'explique par exemple qu'à Héliopolis, banlieue chic du Caire, « les gars achetaient plein de bouteilles de coca et disparaissaient faire leur bricolage ! Les cocktails Molotov étaient célèbres ! ». Certains habitants détournent aussi des objets usuels, descendant dans la rue, armés d'une pompe à vélo ou d'un extincteur⁷. Plus rarement et seulement dans les quartiers favorisés, des chiens de défense sont placés aux barrages filtrants ou accompagnent les équipes mobiles. Samir, habitant du quartier riche de Maadi, se souvient : « ce type avait un chien énorme, on lui demandé de nous le prêter pendant la nuit. C'était rassurant ». À Zamalek, quartier insulaire bourgeois du centre-ville du Caire, la question de la présence des armes se pose de manière singulière. Compte-tenu de la présence d'habitants travaillant dans le secteur de la sécurité, un bon nombre d'armes à feu étaient disponibles. Fady se souvient : « Nous avions des pistolets, des mitraillettes, des kalachnikovs et des fusils de chasse. C'était impressionnant ! ». Ce quartier aura d'ailleurs à faire face à certains problèmes liés à l'usage d'armes à feu par des personnes peu compétentes.

Pendant près de trois semaines, les *lijân sha'abeya* assurent la sécurité et le maintien de l'ordre dans toute la ville du Caire, se substituant pour ces missions aux forces de l'ordre et s'auto-attribuant une légitimité pour faire notamment l'exercice de la violence (Dulong, 1981). Légitimité reconnue par l'armée qui collabore, presque officiellement, avec les comités populaires. Différents exemples l'illustrent : des militaires passent régulièrement encourager les hommes présents aux barrages, distribuant des numéros de téléphone d'urgence et emmenant si besoin avec eux, les quelques hommes faits prisonniers par les *lijân sha'abeya* et détenus jusque-là avec des moyens de fortune, le plus souvent attachés à un poteau.

Guwa (dedans) et Barra (dehors) : constitution et célébration d'un « nous »

Les discours concernant les *lijân sha'abeya* sont traversés par une division spatiale révélatrice, opposant l'intérieur du quartier, lieu de sécurité et de confiance, à l'extérieur du quartier, d'où viennent les pires menaces. Cette seconde partie se propose d'explicitier cette opposition et de mettre à jour les dynamiques d'appartenance et d'exclusion qui travaillent en profondeur l'expérience des comités populaires.

Le sociologue C.H Cooley dans un texte portant sur les dynamiques de groupe écrit : « le moyen le plus simple de décrire cet ensemble est peut-être de dire que c'est un « nous ». Il contient cette sorte de sympathie et d'identification mutuelles pour lesquelles « nous » est l'expression naturelle » (Anzieu,

7. Guénard Marion, « Avec les habitants du Caire mobilisés contre les pillards », *Rue 89*, 30 janvier 2011.

Martin, 1997, p. 39). Au regard de cette citation et des témoignages recueillis, l'appartenance au quartier est constitutive d'une identité qu'il est possible de qualifier de « nous ».

Faire partie du quartier : une union qui fait la force

Les *lijân sha'abeya* ont réuni, autour d'un objectif commun et pendant un temps bien défini, les habitants d'un même quartier. Les récits des comités populaires sont souvent marqués par cette expérience unificatrice. Sara évoque une « occasion unique de rencontrer les voisins », Mahmoud parle de « la naissance d'une communauté », Nevine se souvient que « tout le quartier était uni ». Les divisions classiques, sociales et religieuses, disparaissent, fondues dans une puissante (mais provisoire) identité territoriale partagée. Le concierge et le propriétaire, le Musulman et le Copte, se retrouvent à veiller ensemble sur leur quartier, habités par une même peur. Il est question dans la presse de « milices œcuméniques »⁸. Le rapprochement interreligieux semble suffisamment inhabituel pour être systématiquement rappelé dans les témoignages. Samir me dit « on travaillait main dans la main. Certains Coptes protégeaient des mosquées et certains Musulmans des églises ! ». Les missions de défense vont en effet plus loin que le seul contrôle des axes routiers et de l'accès au quartier. Des lieux précis sont ainsi identifiés comme étant précieux pour le quartier et méritant à ce titre une protection particulière. Des groupes d'habitants sont ainsi désignés pour veiller sur des édifices religieux, des hôpitaux ou encore des lieux de patrimoine⁹.

Les frontières – réelles et symboliques – de ce « nous » sont réaffirmées au quotidien aux barrages filtrants établis dans chaque quartier. A chaque fois qu'ils acceptent ou refusent l'accès au quartier à un véhicule ou à des personnes, les hommes des « comités » redessinent les limites de l'ensemble duquel ils font partie. Au sein des *lijân sha'abeya*, différentes techniques permettent de distinguer simplement les membres du « nous », le groupe des pairs, des autres. Mahmoud raconte :

« Chaque jour je distribuais des bandeaux de couleurs que les gars s'accrochaient autour du bras. Ça permettait de reconnaître ceux qui ne sont pas de Zamalek. Ceux qui ne portaient pas de brassards, nous pouvions les arrêter. On avait aussi mis en place un système de mots de passe. C'était un bon moyen pour que les gens puissent prouver qu'il faisait bien partie du quartier. Chaque jour, il y en avait un différent et tout le monde le connaissait ».

Durant la période des *lijân sha'abeya*, les hommes qui défendent les quartiers sont armés et inquiets. Il est d'autant plus crucial pour eux de savoir qui est allié et qui ne l'est pas. Fady se veut rassurant : « il n'y a pas eu de problème car les gens du quartier se reconnaissent entre eux ». Ainsi l'expérience des comités populaires a permis la constitution et la célébration d'une

8. « Égypte : les milices œcuméniques », reportage de Marion Touboul, Ahmed Hassan Sami et Nicolas Henin, *Arte*, 1er février 2011, 12h45. Voir aussi Sarant Louise, « In discontent, Egypt's Muslims and Christians Unite », *Al-Masry Al-Youm*, 2 février 2011.

9. Exemple de la bibliothèque d'Alexandrie in Mossalam Alia, « Egypt: a report on the emergence and role of "popular committees" », *Al-Masry Al-Youm*, 18 juin 2011.

identité territoriale commune, partagée en un « nous ». Un « nous » qui porte en lui la crainte immense de voir pénétrer des intrus, des barbares, dans leur territoire. Ceux que mes interlocuteurs appellent les « outsiders », de quels dangers sont-ils le nom ?

« Se raconter des histoires » qui font peur et faire front ensemble

Vue depuis les quartiers, l'expérience des premières semaines révolutionnaires est marquée par de puissants sentiments de peur et d'insécurité et le phénomène des comités populaires est intimement lié à ces affects : à la fois motivé et travaillé par eux. Mes interlocuteurs se souviennent de la ville du Caire comme livrée à elle-même, à la violence et à l'absence de loi. Des hommes se sont enfuis des postes de police détruits et des prisons ouvertes. Des stocks d'armes et de munitions ont été pillés. La situation est d'autant plus difficile qu'une certaine délinquance est encouragée, voire monnayée, par les partisans du régime qui voudraient voir la situation s'envenimer.

Les récits de violence se multiplient et circulent, principalement par le bouche à oreille : telle personne se serait faite violée, tel magasin pillé, telle voiture volée. La perception d'un risque généralisé grandit et devient diffuse. Nevine craint pour son mari : « je pleurais chaque nuit, j'étais tétanisée », Sara raconte : « les informations étaient tellement terrifiantes que mon frère était convaincu qu'il allait se faire tuer chaque nuit ». Le mode de circulation de l'information ainsi que le contexte politique favorisent le développement de rumeurs. Sara continue à propos de son frère : « Tous les matins, il rentrait et disait que plein de choses terribles s'étaient passées pendant la nuit mais lui n'a jamais eu à faire face à personne ! C'étaient des rumeurs ! ». Les histoires se font de plus en plus inquiétantes sans que leur véracité soit vérifiable : braquages, enlèvements et viols en série, assassins déguisés en policiers... Les ennemis se désignent par divers termes – « pillards », « voyous », « *baltagaya* », « délinquants », « meurtriers », « traîtres », « anciens détenus » – et semblent nombreux tout en demeurant peu visibles. Les habitants et habitantes des quartiers, redoutent le pire et s'y préparent ensemble (Roche, 2008). La circulation des rumeurs est unificatrice et à ce titre, constitutive de la cristallisation d'un « nous », autour de l'expérience partagée de la peur et de la reconnaissance de sa propre émotion chez l'autre (Rémy, 1993). Cette fonction de la rumeur et des « histoires » qu'on se raconte révèle à quel point la distance qui sépare le « vrai » du « moitié-vrai » est constituante des mobilisations, et sans doute particulièrement en Égypte. Les paroles des acteurs et actrices des comités populaires font parties intégrantes du récit de la révolution égyptienne et révèlent la complexité de la construction de ce qui appelé « réalité » sociale.

Le sentiment de peur, sans cesse alimenté, sème le trouble et provoque une nervosité chez les personnes impliquées dans les *lijân sha'abeya*. Cette nervosité s'illustre par la violence, notamment vis-à-vis des individus, suspects ou coupables, arrêtés et détenus par les comités populaires. Il est ainsi fréquent qu'avant d'être remis à l'armée, ces individus servent d'abord de défouloir pour le groupe. Comme Nevine le raconte, parfois de manière incontrôlée :

« Dans une rue derrière notre maison, ils ont attrapé un gars et ils l'ont battu à mort ! Cet homme avait des armes, il avait un pistolet et il voulait tuer des gens. Nos hommes en face n'avaient pas d'arme, ils l'ont tué seulement en le frappant. Ils l'ont attrapé, ils l'ont attaché et ils l'ont frappé, c'est comme ça qu'il est mort ».

La violence est légitimée dans les discours par la noblesse et la difficulté de la tâche à accomplir. Elle est régulée de manière interne aux *lijân sha'abeya*¹⁰. Le plus souvent, les plus âgés ou expérimentés tentent d'apaiser les plus nerveux. Parfois avec difficultés comme l'explique Mahmoud : « on essayait de calmer un vieil homme qui tirait en l'air sans arrêt. Il paniquait tout le monde mais il ne voulait rien entendre, ça le rassurait ! », Fady ajoute : « les gars avaient peur et ils étaient prêts à tuer n'importe qui ». Suzanne a senti cette confusion : « moi je ne croyais pas qu'on allait se faire tuer par des brigands. Pour dire vrai, j'avais plus peur de mes voisins ! Des gens armés qui ont peur, ça peut être très dangereux. J'avais peur qu'un coup parte tout seul ». Ces différents témoignages invitent à questionner le recours à la violence et à le considérer non pas seulement comme une ressource « révolutionnaire », mais aussi comme un moyen de maintenir l'ordre (social), ici à l'échelle du quartier, mais aussi plus largement dans la société égyptienne post-Moubarak.

L'expérience des *lijân sha'abeya* se révèle ici être une expérience du corps, affecté et travaillé par des émotions, pris par la peur. Mobilisatrice et fédératrice, cette dernière a donné naissance à une provisoire communauté d'affect. Violente et traumatisante, elle a marqué profondément et durablement les discours des acteurs et actrices des comités populaires.

De la rue à la patrie : une question d'échelles

Si l'expérience des comités populaires a permis la constitution et la célébration d'un « nous » à l'échelle du quartier, elle a aussi offert une occasion de consacrer une autre forme d'appartenance : nationale et patriotique.

Parmi les personnes engagées dans les *lijân sha'abeya*, les opinions concernant la révolution sont divisées. D'ailleurs, me dit Mahmoud, « on évitait de parler politique lors de nos tours de garde, il ne fallait pas créer de tensions en interne ». Certains vivent comme une contrainte leur implication au sein des *lijân sha'abeya*, ayant l'impression de participer à un mouvement qu'ils ne cautionnent pas. Mais la plupart trouvent, dans leur engagement dans les comités populaires, un moyen de soutenir la cause révolutionnaire, à des degrés divers selon les individus. Le soutien est notamment de nature sécuritaire : il était indispensable d'éviter que la situation dans la ville ne dégénère pour que les mobilisations place Tahrir puissent se poursuivre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au départ d'Hosni Moubarak. Mahmoud affirme : « c'est simple : ce qu'on a fait a sauvé la cause de la révolution ». Fady renchérit : « on s'est occupé des cafards que la révolution a fait sortir ». La révolution semble donc s'être déroulée sur plusieurs fronts : l'un central, place Tahrir, et une multitude d'autres dispersés dans les quartiers. Souvent, les habitants n'ont pas le

10. Gerstler-Holton Jordan, « Suspicious, violence against suspected thugs increase amid growing violence », *Al-Masry Al-Youm*, 3 février 2011.

choix du lieu de leur engagement et doivent participer au mouvement révolutionnaire depuis les barricades de leurs rues. Nevine raconte que son mari « ne pouvait même pas aller à Tahrir, il devait rester ici. Quelquefois il était tenté d'y aller mais il me disait qu'il ne pouvait pas, qu'il devait défendre notre quartier, notre maison, notre famille ».

Pourtant même éloignés physiquement de la place Tahrir, les membres des comités populaires conservent et alimentent des liens symboliques avec elle. Sara me raconte par exemple les efforts faits, depuis son quartier chic de banlieue, pour vivre au rythme de la place Tahrir :

« Après le départ de Moubarak, on a créé dans mon quartier un comité populaire pour le nettoyage. On savait que les révolutionnaires étaient en train de nettoyer la place Tahrir et on voulait faire quelque chose de notre côté, en solidarité avec eux. Je n'allais pas aller jusqu'au centre pour nettoyer les rues, c'était plus logique pour moi de nettoyer l'endroit dans lequel je vis ».

Dans le quartier de Zamalek également, qui n'est pourtant pas le plus acquis à la cause révolutionnaire, parmi les mots de passe choisis chaque jour pour le fonctionnement des *lijân sha'abeya*, on trouve « 25 janvier », « Défendre notre nation » et « Révolution égyptienne ». Ces mots de passe sont mêlés à d'autres, comme « Pyramides » ou « Oum Kalthoum »¹¹ qui font référence à l'imagerie nationale égyptienne, revalorisée pour l'occasion.

Car les discours portant sur les comités populaires sont teintés d'un puissant sentiment de fierté. Cette phrase, tirée de la première page du site Internet des *lijân sha'abeya* de Zamalek, l'illustre bien : « L'Égypte a prouvé au monde entier qu'elle n'est pas seulement l'un des berceaux de la civilisation, mais qu'elle est aussi l'un des pays dans lesquels des héros naissent chaque jour pour assurer la continuité de l'humanité et de la volonté de Dieu »¹². A travers le quotidien des quartiers, par un « jeu d'échelles » (Revel, 1998), c'est bien la nation entière qui est célébrée et consacrée dans sa révolution.

L'expérience des *lijân sha'abeya* est une expérience du collectif. Les discours de mes interlocuteurs restent habités par la fierté d'avoir fait partie de ces « nous » - du quartier à la nation. Une fierté qui se teinte pourtant de nostalgie car la dimension provisoire de ces unions s'est rapidement révélée. Ces alliances inédites, cette communauté naissante, cette union qui fait la force : tout cela n'a pas tenu. Progressivement, la situation est redevenue comme avant la révolution, comme avant les barricades dressées ensemble. Nevine conclut : « C'est normal, après la crise, chacun est retourné à sa propre vie. C'est dommage mais c'est comme ça ».

Tabt (en bas) et Fûq (en haut) : les hommes et les femmes dans les comités populaires

On pourrait être tenté, pour raconter l'histoire des *lijân sha'abeya*, de ne parler que des hommes. Car ce sont eux qui étaient dehors, veillant toutes

11. Véritable icône nationale, une des plus grandes chanteuses d'Égypte.

12. Site des « Zamalek Guardians » : <http://zge.yolasite.com>, consulté le 16 juin 2011.

les nuits et exposés aux pires menaces, afin de protéger leurs familles restées à la maison. C'est d'ailleurs ce que mes interlocuteurs et interlocutrices me renvoyaient : pourquoi donc m'intéresser aux comités populaires alors que ma thèse porte sur les pratiques féminines de défense ? Ce serait oublier que rien n'est jamais qu'une « affaire d'hommes » et que parler d'un sexe ne peut se faire sans parler de l'autre. Les femmes, moins visibles dans les rues, sont bien présentes quelques étages plus haut et participent à leur manière à la définition du phénomène des *lijân sha'abeya*.

Cette dernière partie s'emploiera à mettre à jour la dimension sexuée des comités populaires, qui s'articule autour d'une nouvelle division spatiale présente dans les discours : le bas, le lieu des hommes, opposé au haut, le lieu des femmes.

Être un homme ou le devoir de « descendre »

Aux barrages filtrants, sur les barricades ou dans les équipes mobiles, on ne trouve que des hommes. Mes interlocuteurs sont unanimes : « les *lijân sha'abeya*, c'était uniquement des hommes ». Fady m'explique l'évidence de cette présence exclusivement masculine : « Evidemment qu'il n'y avait pas de femmes dans la rue. D'ailleurs le communiqué de l'armée était très clair : il s'adressait aux hommes d'Égypte, il ne faut pas tenter le diable (il rit) ».

Effectivement le devoir de participer aux *lijân sha'abeya*, qui dans les discours est associé au devoir de « descendre », s'adresse aux hommes. Honorer ce devoir revient à réaffirmer son appartenance de sexe et valider le rôle social qui lui est lié. Les hommes, dès l'adolescence, n'ont pas vraiment le choix de « descendre » ou non : leur place est en « bas », dans la rue, pour faire rempart aux dangers et protéger les leurs, restés à la maison, en « haut ». L'injonction à « descendre » est, qui plus est, formulée par des institutions dotées de forts pouvoirs symboliques telles l'armée ou les mosquées. Un refus serait difficilement compréhensible, il serait considéré comme une désertion et pourrait porter atteinte à l'honneur de la famille concernée. Nevine me parle de son mari : « Je ne pouvais pas lui dire de rester à la maison avec nous. Nous sommes sa famille et son rôle était de nous protéger, sa place était en bas ». Lorsque je posais la question de la participation aux *lijân sha'abeya* d'un frère, d'un père, d'un mari ou d'un fiancé ; la réponse était toujours : « bien-sûr qu'il y était ». Le fait d'être un homme implique de répondre à l'appel de défendre le quartier, malgré de possibles réserves personnelles comme l'explique Sara : « Mon frère n'était pas content du tout de devoir descendre mais il n'avait pas le choix ».

La virilité en représentation

Faire partie des *lijân sha'abeya* constitue pour beaucoup d'hommes une expérience plaisante, fondée sur une représentation valorisée du masculin dans sa dimension la plus virile. Dans la rue, les hommes se retrouvent entre eux et, hormis les cas d'altercations violentes, rares voire inexistantes dans certains quartiers, cet « entre soi » masculin est souvent raconté le sourire aux lèvres, l'excitation dans la voix. Les hommes se sentent devenir de « vrais » hommes dans les comités populaires. Nevine raconte :

« Une copine me disait que son petit ami s'est beaucoup amusé dans les *lijân sha'abeya*, qu'il a eu l'impression de travailler sa virilité. Ça l'a amusé d'être dans la rue, de porter des armes. Beaucoup de gars se sont amusés en réalité, ils faisaient comme au cinéma ».

Certains comités populaires se donnent un nom : les « Maadi Boys », les « Zamalek Guardians » ou encore le « gang des Harley Davidson ». La virilité est ainsi mise à l'honneur de manière ludique. Les hommes s'habillent en treillis, parlent dans des talkies walkies et jouent à la guerre. Sur la photo ornant la première page du site internet des « Zamalek Guardians », on remarque au milieu de la photo un homme braquant un pistolet sur la tempe de son voisin, tout sourire¹³.

Il y a un enjeu pour chaque quartier de présenter ses propres comités populaires comme étant les plus performants du Caire. Car en parlant de ces derniers, il est en fait question de la valeur et de la virilité des hommes qui les composent. Nevine m'explique : « Il y avait un classement des *lijân sha'abeya*, et chaque quartier se battait pour la première place ». Les différents quartiers me sont ainsi présentés comme rivaux et chacun, selon sa provenance, argumente en face de moi. Samir, de Maadi, me dit : « C'est clair que nous sommes les plus actifs, nous avons le groupe qui est le plus structuré ». Mahmoud m'explique quant à lui :

« Les comités populaires sont nés à Zamalek et puis ça s'est étendu dans tout le Caire. Tu sais qu'avant, les autres quartiers nous considéraient comme des doux. On a prouvé autre chose (il rit) ! On était fiers de ça surtout, c'était comme si on leur disait : vous voyez bien que nous ne sommes pas si tendres que ça ».

Des plaisanteries circulent entre hommes, de barricades en barricades, pour se moquer de la faiblesse des uns et de la lâcheté des autres, valorisant par la même occasion son propre groupe. Ahmed, il est bon de préciser qu'il vit à Héliopolis, raconte :

« Il y avait des blagues qui tournaient à propos des *lijân sha'abeya*. On racontait qu'à Maadi (quartier bourgeois), pour bloquer les rues, ils ont rien trouvé de mieux que de mettre des bateaux qu'ils avaient dans le garage de leurs grandes villas ! On disait qu'à Zamalek, ils avaient mis des chiens à la place des hommes parce qu'ils ne savaient pas se défendre eux-mêmes et qu'ils avaient trop peur de le faire ! Les hommes les plus durs étaient à Héliopolis. Eux c'était de vrais hommes. »

La mission de protection dont les hommes ont la charge leur donne une véritable importance au sein du quartier, les valorisant individuellement. Pour beaucoup, cette valorisation est précieuse car inédite : « on se sentait vraiment importants » me dit Ahmed. Des hommes devenus héros du quartier, alors qu'auparavant anonymes, connaissent de véritables heures de gloire. Mahmoud raconte : « en quelques jours je suis devenu une des personnes les plus célèbres du quartier, j'hésitais même à couper mon téléphone portable tellement j'étais demandé ». Héros éphémères toutefois, malgré leurs efforts pour faire perdurer la reconnaissance comme Mahmoud qui a créé une association, anime des

13. Site des « Zamalek Guardians » : <http://zge.yolasite.com>, consulté le 16 juin 2011.

cours de défense civile et qui déplore pourtant : « c'est dommage, beaucoup de gens m'ont dit qu'ils étaient intéressés mais finalement peu sont venus ».

En coulisses, l'implication des femmes

Durant les premières semaines de la révolution, les femmes se situent à seulement quelques étages plus hauts que les hommes. On les voit peu dans la rue mais elles participent aux *lijân sha'abeya*. Aide logistique pour la plupart, elles approvisionnent les hommes en nourriture et en boisson. Aide tactique pour certaines, elles profitent de la hauteur de leur position pour s'engager dans la protection de leur quartier.

Les femmes ne sont généralement pas admises en « bas », sur les *lijân sha'abeya*. Mahmoud est clair : « La règle était : pas de femmes aux check point ! C'était trop dangereux ! » Il ajoute : « Et puis c'est aux hommes de protéger le quartier ! ». La volonté de « descendre » des femmes peut être ainsi considérée par les hommes comme une atteinte à leur mission protectrice associée à leur sexe – crispation classique des périodes de crises, dans lesquelles il est particulièrement important que l'ordre sexué soit respecté (Cardi et Pruvost, 2011). Noha me raconte en riant ce qui est arrivé à ses voisins :

« Le mari a ordonné à sa femme de rentrer à la maison parce qu'on annonçait l'arrivée de pilleurs. Sa femme a dit : « comment ça rentrer à la maison ? ! », elle a disparu un moment et est ressortie avec un immense bâton. Elle s'est mise à marcher dans la rue d'un air décidé : « hors de question que je reste à la maison, moi je les attends, qu'ils viennent maintenant ! ». Tu imagines que le mari n'était pas fier de lui ! ».

Sans compter que si les femmes « descendent » ou simplement sortent, les hommes pourraient se retrouver à défendre des bâtiments vides. Nevine raconte ainsi qu'elle n'a pu se rendre à une manifestation place Tahrir puisque son mari ne le voulait pas : « Il m'a dit : je défends la maison et pendant ce temps tu vas à Tahrir ? Ça n'a aucun sens, tu dois rester à la maison ! ». L'absence des femmes en « bas » ainsi que leur présence en « haut » constituent donc des conditions nécessaires pour donner sens et légitimité à l'engagement des hommes dans les *lijân sha'abeya*.

Depuis le « haut », les femmes s'impliquent dans la vie quotidienne des comités populaires en prenant en charge l'approvisionnement en vivres des hommes, rôle conforme aux attributions traditionnelles liées à leur sexe. Mahmoud se souvient :

« Le deuxième jour, à la tombée de la nuit, quelques femmes sont descendues dans les rues, nous disant qu'elles voulaient nous aider. Elles ont donc pris en charge l'approvisionnement en nourriture. Elles devaient vérifier que nous avions toujours de quoi boire et manger ».

Les femmes se rassemblent pour cuisiner et, tout au long de la journée et de la nuit, descendent aux hommes des plateaux de nourriture et des boissons. Cette aide logistique permet aux femmes de ne pas rester inactives chez elles, en proie à la peur, mais surtout de soulager l'effort fourni par leurs hommes :

elle est formulée comme un « devoir », « le moins qu'elles puissent faire » dans cette épreuve partagée¹⁴.

L'espace de la maison n'est pas sécurisant pour les femmes, il est associé dans les paroles de mes interlocutrices à la peur et à l'isolement. Certains hommes témoignent même qu'il était plus rassurant pour eux d'être en « bas », en nombre et actifs, que de rester en « haut ». Le sentiment de vulnérabilité des femmes est d'autant plus grand que les hommes sont absents et qu'elles redoutent le pire pour eux. Durant la journée, elles passent beaucoup de temps à la fenêtre, à regarder en « bas » ce qui se passe. La nuit, elles attendent, souvent terrorisées par les bruits de coups de feu – entendus ou imaginés – provenant du « bas ». De manière paradoxale, cette vulnérabilité féminine va progressivement donner naissance à des comportements inédits et transgressifs : puisque les hommes ne sont pas là, les femmes s'organisent pour sécuriser leurs appartements. Elles se munissent d'« armes improvisées » (Tabet, 1979, p. 28) : cachent des couteaux sous leurs lits, déplacent des meubles pour condamner des portes et huilent le sol de la cage d'escalier. Elles se barricadent elles aussi, en parallèle des hommes, dans le territoire de l'intime qui leur est associé.

D'autres comportements subversifs sont adoptés par les femmes, remettant radicalement en cause les assignations classiques liées au sexe féminin. Depuis leurs appartements, certaines participent ainsi activement à la défense du quartier. Elles transforment alors la hauteur qui les sépare de l'action de la rue en atout pour combattre. Elles détournent le « haut » pour agir comme ceux d'en « bas » : les coulisses deviennent scènes (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1997). Il y a Noha qui est fière de raconter :

« J'avais ramassé toutes les pierres que je pouvais trouver et je les avais entassées sur mon balcon. Je faisais le guet et j'étais prête à les lancer sur des voyous ou des voleurs s'ils arrivaient. J'étais déterminée. Je m'étais mise en survêtement pour être plus à l'aise. J'étais prête à partir s'il le fallait, à combattre aussi ».

Il y a aussi Safaa qui me raconte qu'au Moqattam, quartier populaire du Caire, une amie de sa mère avait « fait bouillir de l'huile bouillante dans des casseroles et se préparait à les jeter depuis son balcon si besoin ». Il y a pour finir, ces femmes de Zamalek, munies de paires de jumelle empruntées pour l'occasion, qui se relayaient pour surveiller les abords du quartier depuis leur balcon, en « haut », prêtes à donner l'alerte aux hommes du « bas ».

Le phénomène des *lijân sha'abeya* a offert une occasion singulière de négociations des identités de genre. À première vue, la répartition des rôles semblent respecter les attributions classiques liées à chaque sexe – les hommes au front et les femmes chargées de l'intendance en coulisses (Cardi, 2007). Mais les récits du vécu de chacun et de chacune laissent entrevoir une réalité plus nuancée et complexe : des hommes qui défendent le quartier tout en jouant à la guerre et des femmes qui, dans le secret des cuisines, préparent en même temps que des gâteaux pour les combattants, des casseroles d'huile bouillante.

14. Aly Shawky Amany, « Women support patrols and neighborhoods find new pride », *Al-Masry Al-Youm*, 7 février 2011.

Conclusion

Tant bien que mal et avec difficultés, la police est finalement revenue dans les rues du Caire¹⁵. Abandonnant progressivement leur rôle de maintien de l'ordre, les *lijân sha'abeya* n'ont pas pour autant disparues de la ville. Les milices se sont transformées en groupes de citoyens investis dans leur vie de quartier - de la maintenance au nettoyage, en passant par la gestion du trafic routier. Certains comités affirment leur volonté de s'engager dans la transition démocratique de l'Égypte en organisant des débats ou en participant à l'organisation logistique des dernières élections. Ces exemples révèlent, au-delà de la résolution des habitants à s'engager dans leur quartier, une volonté de participer à la gouvernance de leur pays et une puissante affirmation d'ordre politique.

« Nous l'avons fait et nous le referons encore si besoin. Nous mourrons s'il le faut »¹⁶ : c'est ainsi que se conclut l'expérience des *lijân sha'abeya* sur le site internet des « Zamalek Guardians » ; avec nostalgie et beaucoup de fierté et de détermination. Ces comités populaires, milices civiles de voisinage, se sont résolument imposés parmi les acteurs les plus remarquables des débuts de la révolution égyptienne. Ces hommes et ces femmes qui, pendant près de 3 semaines, ont pris en charge avec un professionnalisme inattendu la sécurité de leur quartier, invitent à renouveler la réflexion portant sur les formes contemporaines de la citoyenneté. Dans un contexte de crise de l'autoritarisme, dans lequel se trouve actuellement l'Égypte et avec elle d'autres pays, les questions de la légitime défense et de la légitime violence se posent de manière particulièrement aiguë.

Bibliographie

- CARDI Coline, PRUVOST Geneviève (dir.), 2011, « La violence des femmes : un champ de recherche en plein essor », *Champ pénal*, vol. 8.
- DULONG Renaud, 1981, « Sens et non-sens de l'autodéfense », *Déviance et société*, n°3, p. 211-222.
- PINÇON Michel, PINÇON CHARLOT Monique, 1997, *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- RÉMY Elisabeth, 1993, « Comment saisir la rumeur ? », *Ethnologie française*, n°4, p. 591-602.
- PRUVOST Geneviève, 2007, *Profession : policier. Sexe : Féminin*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- REVEL Jacques (dir.), 1998, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Le Seuil.
- ROCHE Sebastian, 2008, « Expliquer le sentiment d'insécurité : pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité », *Revue française de science politique*, vol. 48, février, p. 274-305.
- TABET Paola, 1979, « Les Mains, les outils, les armes », *L'Homme*, tome 19, n°3-4, p. 5-61.

15. Articles de presse : Salem Mona, « Égypte: la police, honnie mais indispensable, dilemme du nouveau pouvoir », *AFP*, 12 juin 2011. Al-Badry Yousry, « Ministry brochures explain citizen-police relations », *Al-Masry Al-Youm*, 8 juin 2011.

16. Site des « Zamalek Guardians » : <http://zge.yolasite.com>, consulté le 16 juin 2011.

La « Seconde Jamahiriyya » libyenne : l'échec d'une stratégie de survie

Jesús Jurado Anaya*

Le premier septembre 2009, Kadhafi célébra ses 40 ans de gouvernement de la Libye en organisant un évènement comparable à l'inauguration des Jeux olympiques. Participèrent à cette commémoration divers chefs d'État et représentants diplomatiques du monde entier. Durant celle-ci, fut organisé un défilé militaire regroupant les forces armées d'une dizaine de pays, dont celles de l'ancienne puissance coloniale, l'Italie. À l'époque, peu de gens pouvaient imaginer que deux ans plus tard, le cadavre du « Guide de la révolution » serait exposé comme un sanglant trophée de guerre dans une chambre froide. Dans cet article, nous tenterons d'apporter une explication à la chute du régime libyen de 2011, à partir de l'analyse des transformations expérimentées par la Jamahiriyya et le système international depuis la fin de l'embargo, c'est-à-dire depuis avril de 1999 ; période que nous appelons « La Seconde Jamahiriyya ».

Pourquoi une « Seconde Jamahiriyya » ? Retribalisation et patrimonialisation de la violence depuis 1993

La Jamahiriyya ou « l'État des masses », système politique implanté à partir de 1977 en Libye, était supposé institutionnaliser une forme spécifique de socialisme arabe : celle incarnée par la « Troisième théorie universelle » de Mouammar el-Kadhafi. Cette forme politique atypique était le résultat de certaines nécessités structurelles liées au développement historique du pays (accumulation du capital, modernisation sociale, implication de la population dans les affaires publiques) et de causes conjoncturelles se rapportant aux stratégies de survie de Mouammar el-Kadhafi et de son entourage pour se maintenir au pouvoir dans un contexte hostile (Djaziri, 2002). Dans le système jamahirien, l'absence de partis politiques, comme expression de la diversité de la société, était une conséquence de l'absence d'une culture politique étatique et du poids du tribalisme dans la société libyenne. Mais ce phénomène était

* Chercheur associé au Groupe d'études sur les sociétés arabes et musulmanes (GRESAM - université de Castilla-La Mancha).